

Intervention Comité régional CGT AURA Que ce soit le rapport du sénat sur l'adaptation climatique ou celui du haut conseil au climat, tous le pointent, la France n'est pas à la hauteur. Nous n'intégrons pas suffisamment l'exigence de lutter contre le réchauffement climatique dans l'ensemble des politiques publiques. Il est désormais temps d'inverser la machine.

Dans un moment où les catastrophes écologiques, les événements climatiques extrêmes s'enchaînent, alors que nous n'en sommes qu'au début du réchauffement selon les scientifiques, que ce soit au niveau mondial ou dans notre région, nous estimons qu'il faut enfin changer de paradigme. Le rapport du GIEC est clair, si nous ne faisons rien, si nous n'arrivons à la neutralité carbone dans 10 ans, ce n'est pas 1,5° en moyenne en plus, mais jusqu'à 5°, et ce ne sont pas des générations futures hypothétiques qui sont concernées, ce sont les enfants qui sont déjà là.

Pour la Cgt, le nœud ferroviaire lyonnais est symptomatique de cette absence d'action.

L'organisation du débat, les nombreuses rencontres, les contributions ont fait largement émerger la problématique de l'aménagement du territoire, l'absence d'anticipation et le sous financement.

Ce débat est organisé sur la base de documents fournis par l'opérateur ferroviaire réduisant ainsi le débat à des tracés d'infrastructure et des choix techniques.

La C.G.T. regrette cette approche. **Le débat a fait apparaitre que c'était avant tout une problématique d'aménagement de territoires et de choix sociétaux.** Il aurait mieux valu que ces enjeux soient portés par les responsables politiques et qu'ensuite, les choix de tracés et des techniques à mettre en œuvre en découlent. Ceci dit, l'évolution des propositions est à mettre au crédit de la qualité de ces débats, ainsi nombre de propositions partagées par les participants ont permis l'évolution du projet, notamment à travers un rééquilibrage des gares lyonnaises et la desserte par les ter de Lyon St Ex pour faire face à l'urgence.

Des délais trop longs face à l'urgence climatique

Le débat porte sur des aménagements en vue de leur réalisation à long terme. Cela est incompréhensible au vu de l'urgence climatique et des enjeux pour l'avenir de la planète. Pour mémoire, le CESER avait déjà pris position en 2002 sur des infrastructures qui devaient être achevés en 2010 et maintenant le gouvernement parle de 2040 !!! Cela augure mal du projet. D'ici là, d'autres solutions auront émergées et pas forcément dans l'intérêt de tous.

En effet, la loi sur les mobilités, actuellement en débat au niveau national, fait la part belle aux mobilités individuelles au détriment des transports collectifs et de grandes capacités comme le ferroviaire. Cela peut-être est une explication sur le non caractère d'urgence dans les documents soumis au débat public.

Un projet non financé

L'autre explication est la partie financière, rien n'est prévu. Pourtant des solutions existent pour le financement que cela soit par une contribution écologique des modes les plus polluants, le versement transport interstitiel, la taxation des carburants des avions ou des gros bateaux, et bien d'autres.

Nous rappelons que le nombre de morts par an du à la pollution de l'air est estimé à plus de 48 000. Nous pourrions citer encore de nombreuses études sur la non prise en compte des coûts externes. Nous retiendrons la dernière, celle réalisée par un collectif de chercheurs qui indique que la pollution coûte 1200€ par an et par habitant sur l'agglomération lyonnaise. La même étude indique que la pollution a été considérée comme responsable de 531 décès dans l'agglomération, en 2018.

Pour la C.G.T., les vrais choix au regard de l'urgence économique, sociale et climatique doivent être ambitieux et exigeants.

Au sujet des tracés, l'objectif prioritaire est d'éviter l'engorgement et la saturation de Lyon par des contournements et des infrastructures nouvelles ferroviaires permettant la circulation des marchandises et voyageurs vers le Sud, pour l'accès au tunnel en construction entre la France et l'Italie, à la LGV POCL (Paris - Orléans - Clermont-Ferrand - Lyon).

Ces nouvelles infrastructures permettront par une désaturation de Lyon, une amélioration sensible des circulations ferroviaires régionales.

Un enjeu démocratique

Nous proposons d'aller plus loin sur la partie démocratie. Le débat public et son ancrage dans les territoires aura permis à un grand nombre d'acteurs de s'exprimer. La CGT et ses organisations territoriales et professionnelles y ont pris leur part y compris en réalisant des cahiers d'acteurs. Nous souhaitons vivement que le débat ne soit pas clos ce soir pour toutes celles et ceux qui se sont engagés sur ce dossier. Nous proposons la création d'une commission de suivi, sous l'autorité du Préfet de Région et en lien avec le CESER.

Cette commission à laquelle les acteurs sociaux, économiques, les associations, les élus seraient associés, et pourrait constituer un lieu qui permettrait le suivi du projet, son avancée dans tous les domaines.

Pour nous, il faut un retour sur les propositions qui seront retenues par le gouvernement et la SNCF.